

# INVESTIR AU CAMEROUN

Avril 2022 / N° 120

GRANDS CHANTIERS - AGRICULTURE - ENERGIE - MINES - INDUSTRIE - SERVICES - FINANCE

## **Covid-19, guerre en Europe : des entreprises camerounaises vont souffrir**



Albert Zeufack:  
« Le marché le plus important aujourd'hui, c'est l'Asie »



Il faudra 672 milliards de FCFA pour maintenir les prix à la pompe en 2022.

GRATUIT - NE PEUT ÊTRE VENDU

# INVESTIR AU CAMEROUN .COM

*Retrouvez chaque jour  
l'actualité économique du Cameroun*



**Compatible  
tablettes et  
smartphones**

**Yasmine Bahri-Domon,  
directrice de la publication**



## Chassez le naturel...

Voilà des siècles que ça dure. Nous sommes en 2022 et des Européens s'entre-tuent à nouveau, cette fois-ci en Ukraine. Une fois encore l'Europe connaît la guerre, les bombardements, les villes rasées et les populations civiles massacrées. Car, quoi qu'on en dise, il s'agit bien, là encore, d'un conflit entre Européens. Les Ukrainiens sont européens ainsi que 78% de la population russe qui vit dans la partie européenne de la Russie, et non dans l'immense Sibérie asiatique, de l'autre côté de l'Oural.

Pour les Africains qui assistent en direct à ce désastre, il sera de plus en plus difficile de recevoir des leçons de gouvernance de la part d'un continent incapable de contenir sa violence, incapable de dialoguer, incapable d'éviter le pire.

Certes, l'Afrique connaît des rébellions, des mouvements terroristes, des velléités séparatistes et des coups d'Etat, mais voilà plus de 20 ans qu'aucun pays africain n'a fait la guerre à un autre, et on imagine mal, en 2022, un chef d'Etat africain lâcher son armée sur les populations d'un pays voisin. Aujourd'hui les nations africaines, pour s'affronter, montrer leurs muscles et déployer leurs couleurs, se contentent de la CAN.

C'est un fait. En dépit de tout ce qu'ils ont subi, en dépit de leurs difficultés quotidiennes, les Africains sont en passe de réussir ce que les Européens ne parviennent toujours pas à réaliser : s'unir, développer une conscience africaine, capable, lorsque la situation l'exige, de transcender les frontières et les orgueils nationaux.



# AU SOMMAIRE

## DOSSIER



- 08** • Le Covid-19 et le conflit russo-ukrainien affolent les entreprises locales
- 09** • Plus de 13 000 emplois et 3 139 milliards de FCFA perdus par les entreprises au Cameroun en 2020
- 10** • Les brasseurs sollicitent une hausse de 50 FCFA sur le prix des boissons pour compenser les surcoûts d'importation
- 10** • Fer à béton : le conflit russo-ukrainien menace de faire exploser les coûts de production
- 11** • Blé : comment meuniers et boulangers ont obtenu la hausse des prix du sac de farine et du pain

## LEADER DU MOIS



**34** • Aboubacar Coulibaly remplace Robert Helou au poste d'administrateur général de Nestle Cameroun

## INTERVIEW



**14** • Albert Zeufack : « Il faut réévaluer les accords commerciaux avec les partenaires traditionnels »

## INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur

**Stratline Limited**

Directrice de la publication

**Yasmine BAHRI-DOMON**

Chef d'édition

**Aboudi OTTOU**

Rédaction

**Brice R. Mbodiam, Sylvain Andzongo, Idriss Linge, Muriel EDJO.**

Opérateur

**Médiamania Sàrl**

**www.mediamania.pro**

Maquette : **Jérémie FLAUX,**

Régie publicitaire

**regiepub@investiraucameroun.com**

Au Cameroun

**Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr**

**Tel : 00 237 694 66 94 59**

Impression

**Rotimpres, Aiguaviva, Espagne**

Bureau - Distribution Cameroun

**Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr**

**Tel : 00 237 694 66 94 59**

Gratuit – Ne peut être vendu

[info@investiraucameroun.com](mailto:info@investiraucameroun.com) - [www.investiraucameroun.com](http://www.investiraucameroun.com)





## L'ACTUALITÉ EN BRÈVES



GESTION PUBLIQUE .....	P 17-19	ENERGIES .....	P 29-31
ECONOMIE .....	P 20-24	TIC & TELECOM .....	P 32
FINANCE .....	P 25- 28	TRANSPORTS .....	P 33



## LES CHIFFRES DU MOIS

---

### 20 000 FCFA

Selon Emmanuel Nzenowo, expert des indications géographiques (IG), parti de 2 500 à 3 000 FCFA en 2008, le prix du kg de poivre de Penja atteint de nos jours près de 20 000 FCFA sur le marché local. De ces prix évoqués dans une interview au Quotidien à capitaux publics, Cameroon Tribune, il ressort que le prix du kg de cette épice camerounaise qui a conquis le monde a été pratiquement multiplié par 10 ans sur une période de 14 ans.

À l'origine de cette embellie, se trouve la labélisation du poivre de Penja en 2013 par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI). Premier produit camerounais reconnu comme « indication géographique protégée » (IGP) par cet organisme panafricain, avec le miel blanc d'Oku, le poivre de Penja vient d'être inscrit par la Commission européenne comme IGP dans l'Union européenne (UE).

---

### 12 tonnes

La Mission de développement du Nord-Ouest (Mideno), un établissement public, a procédé le 17 mars 2022 dans la ville de Bamenda, la capitale régionale du Nord-Ouest, à la distribution de 12 tonnes de semences améliorées de maïs aux producteurs de cette région camerounaise. Au total, environ 200 producteurs ont bénéficié de cet appui, qui devrait permettre de booster la production du maïs dans cette partie du pays au cours de la campagne agricole 2022.

Rendues ainsi disponibles, ces semences améliorées devraient surtout contribuer à combattre l'insécurité alimentaire dans la région du Nord-Ouest, selon Cletus Anya Matoya, le directeur de la Mideno. En effet, en proie à une crise socio-politique depuis fin 2016, la région du Nord-Ouest fait partie des territoires les plus exposés à l'insécurité alimentaire au Cameroun ces dernières années, selon divers rapports officiels.

### 5,8%

Au cours du 3e trimestre 2021, le niveau global des investissements s'est accéléré au Cameroun. À en croire le rapport de l'Institut national de la statistique (INS) sur les comptes nationaux, les investissements dans le pays, au cours de la période sous revue, ont crû de 5,8% en glissement annuel (après 5,5 % le trimestre passé), contribuant ainsi de 1,2 point à la croissance du PIB.

Selon les explications de l'INS, ce « dynamisme du niveau des investissements résulte de l'intensification de la demande en matériel de transport, en machines et équipements, en meubles et une consolidation dans les bâtiments et travaux publics (BTP) depuis plusieurs trimestres ». Cet accroissement des investissements entre juillet et septembre 2021 a été observé aussi bien dans le secteur privé (+5,7%) que dans le public (19,8%).

---

### 22 000

Mis en œuvre depuis l'année 2008, le Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle (PCF-Afop) au Cameroun a permis de former 22 000 jeunes aux techniques agricoles, d'élevage et de pêche. Ce chiffre a été révélé le 4 mars 2022 au cours de la 19e session du Comité de pilotage de ce programme, tenue à Yaoundé la capitale du pays.

Selon ses responsables, sur le volet accompagnement des jeunes à l'insertion socio-professionnelle et au développement des bassins de production à travers la mise en place de projets agricoles, de pêche et d'élevage, le programme PCF-Afop revendique au cours de la période sous-revue, l'insertion de 20 000 jeunes, la production de 2 863 têtes de bœufs, 9 867 caprins, 915 182 poulets de chair, 10 197 porcs et 108 tonnes de poissons.



## L'ENTREPRISE DU MOIS

# PROMETAL INVESTIT 12 MILLIARDS DE FCFA DANS LA CONSTRUCTION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE 600 000 BOUTEILLES DE GAZ PAR AN



Depuis novembre 2021, la société Prometal, le leader du marché du fer à béton en Afrique centrale, a lancé dans la ville de Douala, la capitale économique camerounaise, les travaux de construction de sa 5e usine, qui produira les bouteilles de gaz domestique. « Deux autres projets sont annexés à cette usine, notamment la fabrication des brouettes et de charpentes métalliques », précise une source proche du dossier.

Investissement d'un montant total de 12 milliards de FCFA, soutenu par un consortium bancaire dans lequel l'on retrouve BGFICameroun et CCA Bank, l'usine devrait être mise en service courant juillet 2022. Cette unité de production industrielle, qui permettra de créer 250 emplois directs, mettra alors sur le marché camerounais et sous-régional quelque 600 000 bouteilles de gaz domestique chaque année, apprend-on.

*« Le Cameroun importe actuellement environ 450 000 à 500 000 bouteilles de gaz domestique par an, pour un montant d'environ 8 milliards de FCFA. En pleine capacité, cette usine devrait permettre au pays de ne plus dépendre des importations et d'être exportateur à hauteur de 100 000 bouteilles de gaz domestique par an. Ce qui devrait non seulement permettre à l'indus-*

*trie métallurgique camerounaise de rayonner sur le marché africain, dans le contexte de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), mais aussi de réduire le déficit de la balance commerciale du pays »,* explique une source interne à l'entreprise.

Selon les promoteurs, cette usine mettra sur le marché des bouteilles de gaz aux standards internationaux, tout en respectant la norme camerounaise. Ce qui devrait contribuer à réduire les drames vécus dans les ménages camerounais, à cause de vieilles bouteilles de gaz devenues défectueuses. En effet, selon une étude conjointe réalisée en 2011 par la direction de la métrologie et de la protection du consommateur du ministère du Commerce et la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (Csph), « 70% des bouteilles de gaz domestique en circulation dans le pays sont défectueuses ».

### Import-substitution

Ce constat avait amené le gouvernement camerounais à accorder, dès 2017, certaines facilités fiscales aux marqueteurs pour le renouvellement du parc de bouteilles de gaz du pays, au moyen des importations massives ayant souvent contribué à creuser les réserves en devises du Cameroun.

L'offre de Prometal permet non seulement d'inverser cette tendance en mettant à disposition des produits locaux, mais aussi, et surtout de renforcer la politique d'import-substitution prônée depuis quelques années par le gouvernement camerounais.

L'usine de bouteilles de gaz en construction à Douala est la 2e unité de production industrielle que monte la société Prometal en l'espace de 3 ans. L'on se souvient qu'en fin d'année 2018, cette entreprise a lancé la construction de Prometal 4, présentée comme l'usine de transformation de fer la plus moderne et la plus diversifiée d'Afrique subsaharienne. De bonnes sources, cette usine est discrètement entrée en production au dernier trimestre 2021 et sera bientôt officiellement inaugurée. « Toutes les diligences sont en train d'être faites. Nous attendons les retours pour fixer la date de l'inauguration », souffle une source proche du dossier.

Pour rappel, Prometal 4 aura la particularité de permettre la mise sur le marché de nouveaux produits, qui sont jusqu'ici importés par la plupart des pays d'Afrique. Il s'agit notamment des poutrelles, des cornières, des fers plats et des fils machines qui sont des produits intermédiaires permettant de fabriquer les clous, les fers lisses et les vis. À en croire les experts de la métallurgie, grâce à Prometal 4 et les nouveaux produits susmentionnés, le déficit de la balance commerciale camerounaise sur les matériaux de construction à base de fer devrait être réduit de 50%.

Brice R. Mbodiam





# LE COVID-19 ET LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN AFFOIENT LES ENTREPRISES LOCALES

La période 2020-2022 est certainement l'une des plus pénibles jamais vécue par les entreprises camerounaises. Après la pandémie du coronavirus, dont les ravages ont lessivé des pans importants de l'économie nationale, les opérateurs économiques locaux doivent désormais faire face à une crise qui se déroule cette fois-ci à plusieurs milliers de kilomètres du territoire national. En effet, depuis le déclenchement des bombardements de la Russie en Ukraine fin février 2022, un vent de panique souffle à nouveau au sein des entreprises camerounaises, comme ce fut déjà le cas dès mars 2020, avec la confirmation des premiers cas de Covid-19 dans le pays.

Et pour cause, des filières de production entières du pays sont fortement dépendantes des importations de matières premières fournies par la Russie et l'Ukraine. Au cours de la décennie 2010-2020, par exemple, le Cameroun a pratiquement multiplié par 10 ses importations depuis la Russie. Selon l'Institut national de la statistique (INS), la valeur globale de ces importations est passée de 11,5 à

96,6 milliards de FCFA sur la période sous revue.

Mieux, cette coopération commerciale a même rendu le Cameroun dépendant de la Russie en matière de consommation du blé. À en croire les données de l'INS, cette céréale représente à elle seule 65% des importations du pays depuis la Russie, qui est du même coup son premier fournisseur avec environ 35% des parts de marché. La Russie est également le premier fournisseur des engrais au Cameroun avec 43% des parts de marché, tandis que l'Ukraine, l'autre pays en conflit, fournit au Cameroun essentiellement des produits en fer, fonte et acier, qui permettent de produire localement du fer à béton et bien d'autres produits à base de l'acier.

Bien plus, au-delà de ces secteurs d'activités fortement sous l'emprise des exportations russes et ukrainiennes, le conflit en cours entre les deux pays n'est pas sans répercussions notables sur le marché international dans son ensemble. Pour preuve, depuis le déclenchement des hostilités, les prix du fret à l'inter-

national ont à nouveau explosé, de même que les cours mondiaux du fret. Cette réalité expose nombre d'entreprises camerounaises à une augmentation des coûts de production, dans un contexte dans lequel le gouvernement se montre réticent à toute augmentation des prix aux consommateurs, en droite ligne avec sa politique de lutte contre la vie chère.

C'est cette posture que le patronat camerounais a tenté d'infléchir au cours d'une rencontre avec le Premier ministre le 18 mars 2022, en égrenant le long chapelet des répercussions de la conjoncture post-Covid et de la crise russo-ukrainienne sur leurs activités. Le présent dossier fait l'économie de l'impact des crises sanitaire et russo-ukrainienne sur l'économie locale, et des propositions faites au gouvernement par le patronat afin d'éviter que la situation soit davantage dommageable pour les entreprises, en particulier, et l'économie nationale, en général.

Brice R. Mbodiam



# Plus de 13 000 emplois et 3 139 milliards de FCFA perdus par les entreprises au Cameroun en 2020



Le 18 mars 2022, le gouvernement camerounais s'est concerté avec les opérateurs économiques et les acteurs de la société civile, sur l'impact de la conjoncture internationale morose (explosion des prix des matières premières, du fret et du fioul) sur l'économie camerounaise. Au cours de cette rencontre présidée par le Premier ministre, Joseph Dion Nguté, le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), la plus importante organisation patronale du pays, est revenu sur les difficultés auxquelles font face les entreprises camerounaises, depuis le déclenchement de la pandémie du coronavirus en 2020.

À en croire Célestin Tawamba, le président du Gicam, au terme de l'année 2020, les entreprises installées au Cameroun ont perdu environ 3 139 milliards de FCFA de chiffre d'affaires (-26% en glissement annuel). Ce ralentissement des activités économiques, consécutif aux restrictions mises en place dans le monde dans le cadre de la riposte contre le Covid-19, a conduit au licenciement de 13 834

employés permanents des entreprises locales, soit 3,5% des effectifs globaux. Dans le même temps, a-t-on appris, 53 346 employés ont été mis en chômage technique dans le pays. Ce qui, selon les calculs du Gicam, représente « 13% du total des employés permanents des entreprises modernes » du Cameroun.

Malgré l'atténuation de la pandémie en 2021 et la reprise économique, le ciel ne s'est pas éclairci davantage pour les entreprises au Cameroun. En effet, en dépit d'une augmentation de la demande des produits et autres services, l'offre, elle, n'a pas pu combler les attentes des consommateurs. En cause, souligne le Gicam, la hausse vertigineuse des prix des matières premières sur le marché international et l'explosion des coûts du fret maritime du fait des perturbations sur la chaîne logistique mondiale. Ces deux facteurs ont provoqué un accroissement des coûts de production dans les unités de production (15 à 30% selon le Gicam), qui ont de nouveau mis un bémol sur leurs activités. En ce début d'année 2022, le conflit

russo-ukrainien, qui a éclaté fin février dernier, n'est pas pour arranger les affaires des entreprises en activité au Cameroun. Selon le Gicam, ce conflit a une nouvelle fois entraîné une augmentation des cours de certains produits majeurs sur le marché international. C'est par exemple le cas du pétrole, qui a atteint 139 dollars le baril en mars 2022, soit le niveau le plus élevé depuis la crise de 2008. Il en est de même du blé (35% des importations du pays proviennent de la Russie), dont le prix de la tonne, selon les données du Gicam, a augmenté de 44% entre janvier 2020 et janvier 2022, avant d'exploser de 83% de janvier à mars 2022, en raison du déclenchement des bombardements russes sur l'Ukraine. Pour les mêmes causes, le prix des engrais, lui, a augmenté de 293% entre janvier 2020 et janvier 2022, tandis que la tonne d'huile de palme a quasiment doublé de prix, souligne l'organisation patronale.

BRM

# Les brasseurs sollicitent une hausse de 50 FCFA sur le prix des boissons pour compenser les surcoûts d'importation

Le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) vient de dérouler devant le chef du gouvernement un ensemble de propositions visant à atténuer les effets de la conjoncture internationale (hausse des prix des matières premières, du fret, du fuel) dans certaines filières de production. C'est le cas par exemple des industries brassicoles, pour lesquelles le Gicam plaide pour une augmentation de 8% des prix aux consommateurs. À en croire la principale organisation patronale du Cameroun, cette révision des prix de « 50 FCFA TTC sur un prix public conseillé de 650 FCFA la bouteille de 65 cl » permettra de compenser 28 milliards de FCFA sur des surcoûts d'importation de 35 mil-

liards de FCFA enregistrés entre 2020 et 2022 par les sociétés brassicoles du pays. Ces surcoûts sont consécutifs à l'explosion des prix des matières premières et du fret à l'international, après l'atténuation de la pandémie du Covid-19 et le déclenchement, fin février 2022, du conflit russo-ukrainien. « *L'industrie brassicole utilise massivement des matières premières, des emballages, des équipements et des pièces de rechange majoritairement importés, l'offre locale étant soit insuffisante soit inexistante (...)* Sa dépendance aux importations pour environ 50% de son coût de production fait qu'elle est exposée aux facteurs exogènes... », explique le Gicam. Concrètement, apprend-on, en raison de l'inflation constatée

sur le marché mondial, les cours mondiaux des principales matières premières des entreprises brassicoles (malt, sucre, gritz, préforme, mono-propylène, capsules vis, etc.) ont cru de 10 à 201%. Dans le même temps, le fret maritime a explosé de 300% au départ de l'Asie, et de 200% pour les embarquements depuis le continent européen.

De l'avis du Gicam, cette réalité a induit une augmentation de 20% des coûts de production par hectolitre de produits brassicoles, ainsi que des pertes cumulées d'un montant de plus de 44 milliards de FCFA, du fait, entre autres raisons, « *du non ajustement des prix* » des produits finis des entreprises brassicoles.

## Fer à béton : le conflit russo-ukrainien menace de faire exploser les coûts de production

Les opérateurs de la filière sidérurgie-métallurgie au Cameroun observent avec beaucoup d'inquiétudes les bombardements enclenchés par la Russie en Ukraine depuis fin février 2022. En effet, apprend-on de sources internes à la filière, depuis la décision prise par la Chine de réduire certaines de ses exportations pour garantir l'approvisionnement de son marché intérieur après la pandémie du Covid-19, les métallurgistes camerounais dépendent à environ 70% des importations de billettes (déchets de fer fondu sous forme de lingots et servant à la production du fer à béton, NDLR) en provenance de la Russie et de l'Ukraine.

« *En l'absence d'un gisement de fer*

*exploité dans le pays, qui permettrait de pallier l'insuffisance de la ferraille locale, les producteurs de fer à béton importent environ 50% de billettes transformées localement de la Russie et de l'Ukraine, pour satisfaire une demande de plus en plus croissante. Depuis le déclenchement des bombardements russes en Ukraine, le cours de cette matière première a augmenté d'environ 10% sur le marché. Ce qui va induire une augmentation des coûts de production des industriels de la transformation. Le pire est à craindre si le fret en provenance de la Russie et d'Ukraine augmente également comme cela se profile à l'horizon, en cas d'intensification du conflit* », confie un fin connaisseur de la filière locale.

Pour rappel, selon l'Institut national de la statistique (INS), qui a publié le 12 novembre 2021 son « *Indice des prix à la production industrielle* » (IPPI), avec une augmentation des prix sortie-usine de 11,3%, en raison de la hausse des prix des matières premières et l'explosion du fret à l'international, le secteur de la métallurgie est celui qui a le plus contribué à la hausse des prix à la production industrielle au Cameroun au cours du 2e trimestre 2021 (+3,8% en glissement annuel, soit le niveau le plus élevé depuis 2019, NDLR). Le même scénario semble se profiler à l'horizon en ce début d'année 2022, à la faveur du durcissement de la crise russo-ukrainienne.

# Blé : comment meuniers et boulangers ont obtenu la hausse des prix du sac de farine et du pain



Depuis le 16 mars 2022, le prix du sac de 50 kg de farine de blé est passé de 19 000 à 24 000 FCFA sur le marché camerounais. Dans le même temps, la baguette de pain de 200 grammes, qui coûtait officiellement 125 FCFA jusqu'ici, a été portée à 150 FCFA par les boulangers, ce qui rejoint le prix que les boulangers pratiquaient déjà de manière frauduleuse depuis plusieurs semaines, après avoir de surcroît fait maigrir la baguette. À en croire les industriels de la minoterie (producteurs de farine) et les boulangers, cette hausse des prix a été autorisée la veille, le 15 mars 2022, à l'issue d'une rencontre avec le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. « Je confirme effectivement qu'au sortir d'une concertation le 15 mars 2022, le ministre du Commerce a autorisé une augmentation de 5 000 FCFA sur le sac de farine de blé de 50 kg », confie Alfred Momo Ebongué, le secrétaire général du Groupement des industries meunières du Cameroun (GIMC). De sources proches du dossier, le quitus donné par le ministre Mbarga

Atangana aux meuniers et aux boulangers est lui-même consécutif à une autorisation de « la haute hiérarchie ». En effet, apprend-on, au cours d'une concertation entre le ministre du Commerce et le GIMC et les boulangers le 9 mars 2022, des propositions d'augmentation des prix ont été faites par les deux corporations. « Le ministre nous avait alors dit qu'il transmettrait tout cela à la haute hiérarchie qui en décidera », souffle un boulanger ayant pris part aux différentes concertations.

## Embarras

En effet, depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien fin février, les cours mondiaux du blé (le Cameroun importe 35% de sa consommation de cette céréale de la Russie, NDLR) sont en hausse et poursuivent d'ailleurs leur tendance haussière. Au sein de la corporation des meuniers, l'on envisage d'ailleurs de nouvelles concertations avec le gouvernement, si les cours du blé continuent de grimper.

Au ministère du Commerce, où l'on

freine des quatre fers toute augmentation des prix des produits sur le marché depuis des mois, en dépit d'une conjoncture internationale difficile autour des matières premières et du fret, le quitus donné aux meuniers et boulangers suscite une certaine gêne. Tout en confirmant les informations sur la hausse des prix du pain et de la farine, diverses sources au sein de ce département ministériel se contentent d'esquisser un sourire à la question de savoir pourquoi le ministre n'a pas signé un communiqué officiel consacrant cette hausse autorisée plutôt verbalement.

« Le crédo du ministère est la lutte contre la vie chère. Vous comprenez donc qu'il soit plus aisé de signer des communiqués lorsque le gouvernement obtient une baisse ou une stabilisation des prix au sortir des concertations avec les opérateurs des différentes filières, que lorsqu'on est obligé d'autoriser des augmentations de prix », fait remarquer une source proche du dossier.



# Huile de palme : les raffineurs veulent doubler les prix à cause des coûts supplémentaires de plus de 100 milliards de FCFA



Dans les marchés du Cameroun, la bouteille d'huile de palme raffinée, qui coûtait habituellement 1 100 FCFA en moyenne au consommateur, est désormais vendue à 1 400 FCFA, selon les ménagères. Mais, cette hausse des prix officiellement désapprouvée par le gouvernement ne semble pas satisfaire les producteurs. En effet, au cours d'une rencontre organisée le 18 mars 2022 à Yaoundé, sous la présidence du Premier ministre, le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) a plaidé pour une révision des prix officiels encore plus importante. À l'origine de cette requête, se trouve l'explosion des cours des matières premières et du fret à l'international depuis la période post-Covid, situation qui s'aggrave davantage avec la crise russo-ukrainienne en cours. Concrètement, la principale orga-

nisation patronale du Cameroun sollicite du gouvernement une augmentation du prix final du litre d'huile de palme raffinée à 2 040 FCFA. Pareil réajustement des prix correspondrait à une augmentation de près de 1 000 FCFA par litre par rapport au prix concerté de 1 100 FCFA officiellement en vigueur, et de près de 700 FCFA par rapport au prix actuellement pratiqué sur le marché, du fait de la conjoncture internationale morose autour des matières premières et du fret. Selon le Gicam, cette proportion d'augmentation du prix devrait permettre de compenser des surcoûts d'importation de plus de 100 milliards de FCFA qu'enregistrent les raffineurs des oléagineux depuis 2021. Ces coûts supplémentaires sont consécutifs à une hausse de 75% du prix de la tonne d'huile de palme

brute sur le marché international, entre janvier 2021 et janvier 2022. Cette situation déjà préjudiciable aux acquéreurs de cette matière première s'est corsée entre janvier et mars 2022 (+35% encore), apprend-on. Pour rappel, afin d'assurer l'approvisionnement des unités de production d'huile de palme raffinée en activité au Cameroun au cours de l'année 2022 courante, le gouvernement a autorisé des importations de 143 000 tonnes d'huile de palme brute. Ces quantités, qui vont certainement aggraver les surcoûts d'importation des unités de transformation, permettent de combler le déficit structurel de production qui atteint désormais 160 000 tonnes par an, selon l'Association des raffineurs des oléagineux (Asroc).

BRM

# Albert Zeufack

## « IL FAUT RÉÉVALUER LES ACCORDS COMMERCIAUX AVEC LES PARTENAIRES TRADITIONNELS »

**Au début du mois de mars 2022, l'économiste en chef de la Banque mondiale est venu au Cameroun présenter les résultats des travaux analytiques faits par son bureau, dont les derniers analysent le « nouvel environnement commercial de l'Afrique en cette période perturbée ». À l'occasion, le Camerounais, qui dirige ce bureau depuis 2016, a partagé avec Investir au Cameroun les mesures que conseille l'institution de Bretton Woods aux pays africains, pour mieux s'insérer dans le commerce international après le choc du Covid-19.**

Entretien avec Aboudi Ottou

**Investir au Cameroun : En février 2022, la Banque mondiale a publié un livre intitulé *Africa in the new trade environment : market access in troubled times*. Pourquoi cette publication maintenant ?**

Albert Zeufack : L'idée de ce livre nous est venue de trois chiffres qui nous ont perturbés. Le premier chiffre, c'est que depuis plus de 60 ans, l'Afrique contribue seulement pour 3% au commerce mondial. En dépit de tous les efforts et de toute l'augmentation

de la production, elle n'arrive pas à dépasser ce seuil. Ce qui veut dire, en fait, que la valeur de nos exportations est restée faible, même si elles augmentent en volume.

Les deuxième et troisième chiffres plus troublants encore, c'est que l'Afrique ne représente que 2% des exportations mondiales et 1% des exportations des produits manufacturés. En fait, lorsque l'Afrique participe au commerce mondial, elle importe tout ce qui a de la valeur et exporte

ce qui a très peu de valeur. Voilà pourquoi nous avons nos déficits des balances commerciales. En fait, le commerce international, finalement, ne nous sert pas. Voilà pourquoi la pauvreté ne recule pas suffisamment. On a encore un taux de pauvreté de 40% en moyenne en Afrique. Ça reste extrêmement élevé, alors que certains pays d'Asie du Sud-Est, qui ont accédé à l'indépendance au même moment que l'Afrique, ont aujourd'hui complètement éradiqué la pauvreté.

Partant de ces chiffres, qui sont préoccupants, nous nous sommes demandé qu'est-ce l'Afrique peut faire pour commander une part plus importante du commerce international. Que peut faire l'Afrique pour, en fait, bénéficier davantage du commerce international? Que peut faire l'Afrique pour transformer sa participation au commerce mondial en un vecteur de croissance, un vecteur de réduction de la pauvreté? Et c'est ce que ce livre se permet de traiter.

**IC : Et à votre avis, que doit faire l'Afrique pour mieux tirer profit du commerce international ?**

AZ : Ce livre propose quatre solutions. La première, c'est que la politique commerciale des pays africains doit changer, et surtout prendre en compte les changements de l'environnement du commerce international. Et ces changements incluent des chocs exogènes comme le Covid-19, qui ont amené à un arrêt brutal dans les chaînes de valeur et logistiques; de même que des chocs comme la montée du protectionnisme dans les marchés traditionnels. On a vu des élans protectionnistes aux États-Unis, dans certains pays d'Europe et même en Asie, sur l'accès de nos produits. En plus, il y a des défis qui arrivent comme la quatrième révolution industrielle qui, pour certains pays, amène à une déstabilisation du tissu productif et une relocalisation de certaines industries qui auraient pu peut-être s'implanter en Afrique. Il s'agit -là des défis qu'on doit prendre en compte lorsqu'on veut augmenter notre part dans le commerce mondial. Deuxième chose, nous proposons une réévaluation des accords commerciaux que l'Afrique a signés avec les différents partenaires, pour s'assurer que ces accords s'alignent sur les objectifs des pays africains actuels,

qui sont la transformation économique, la défiscalisation, la création d'emplois pour la jeunesse et pour les populations.

Lorsque nous nous évaluons ces accords, les réponses sont assez mitigées. Très peu de pays africains, en fait, bénéficient pleinement de ces accords commerciaux. Et certains de ces accords ossifient en fait la structure économique africaine, en termes d'exporter des matières premières et importer les produits transformés, ce qui ne permet pas une transformation structurelle. Nous étudions en détail l'accès au marché américain, à travers l'AGO, et il se trouve que beaucoup de pays africains n'arrivent même pas à remplir leurs quotas d'exportation vers les États-Unis. Et on observe que certains pays utilisent l'AGO pour continuer à exporter le pétrole, qui ne génère pas beaucoup d'emplois. La raison principale de cet état des choses est le manque de structures de production, de capacités productives.

**IC : Et les deux dernières solutions...**

AZ : Troisième message de ce livre, c'est qu'il faut que les pays africains se positionnent stratégiquement pour capturer le marché émergent de l'Asie. Parce que la contribution de l'Asie au commerce mondial a dépassé celle de l'Europe et des États-Unis dès les années 2010. C'est-à-dire que le marché le plus important aujourd'hui est en Asie, il n'est ni en Europe ni aux États-Unis. Et c'est important que les pays africains anticipent cette évolution pour pouvoir négocier l'accès à ce marché parce qu'il n'est pas donné sur un plateau.

La dernière suggestion que nous faisons, c'est de saisir l'opportunité de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), pour s'assurer que l'on développe des chaînes de valeur

régionales, qu'on développe ces chaînes de valeur qui peuvent être un tremplin vers le marché international, vers les chaînes de valeur globales. Mais, plus encore, en intensifiant le commerce intra-africain et en développant des chaînes de valeur entre pays africains, on réduira la volatilité de nos exportations. On ne sera plus sujet seulement aux avaries du marché international ou des prix du pétrole et des minerais qui fluctuent.

**IC : Dans votre livre, vous recommandez d'associer les préférences commerciales unilatérales à des instruments de politiques d'aide au développement visant à résoudre les problèmes structurels qui limitent les capacités d'exportation des États. N'est-ce pas ce que l'Union européenne, qui a conclu des Accords de partenariat économique avec certains pays du continent, dit déjà faire notamment avec le Fonds européen de développement ? Très précisément, que souhaitez-vous qu'on fasse ?**

AZ : C'est une excellente question. Ce que nous sommes en train de suggérer c'est que l'on oriente l'aide vers le développement des capacités productives des pays africains pour permettre la diversification de leurs exportations et non pour les encourager à exporter les mêmes matières premières. Et là, il y a une différence...

**IC : Et qu'est-ce qu'on pourrait faire très concrètement ?**

AZ : Ce que l'on pourrait faire c'est justement de mieux négocier l'accès à ces marchés traditionnels européens et américains, pour y déverser nos exportations de produits transformés plutôt qu'exporter des grumes de bois ou des fèves de cacao. Peut-on négocier l'accès à ces marchés traditionnels pour les exportations plus





« En fait, le commerce international, finalement, ne nous sert pas. Voilà pourquoi la pauvreté ne recule pas suffisamment »

diversifiées ? Si c'est oui, alors comment utiliser ces mêmes accords pour acquérir les capacités technologiques pour produire ces matières transformées ?

Je prends un exemple simple : le cacao. La Côte d'Ivoire et le Ghana produisent 60% de tout le cacao mondial. La chaîne de valeur du cacao c'est plus de 60 milliards de dollars et ces 2 pays n'en tirent que 6 milliards. Le reste est dans les chaînes suivantes où on ajoute de la valeur. Ces deux pays viennent de s'entendre pour pouvoir commencer à faire une première transformation du cacao avant de l'exporter.

Peut-on travailler avec des partenaires pour s'assurer que l'on ait toutes les technologies qui sont nécessaires pour ajouter la valeur à ce cacao avant

de l'exporter ? Peut-on travailler avec les partenaires pour avoir accès à leur marché ? Des partenaires européens, américains, ou asiatiques pour s'assurer que ce beurre et ce lait de cacao qui va être produit soient vendus sur leurs marchés. Voilà ce que nous proposons.

**IC : On le voit, pour diversifier leurs exportations et les rendre compétitives sur le marché international, les pays africains doivent investir dans l'acquisition des technologies, la formation des ressources humaines, dans les infrastructures notamment énergétiques et de transport... Et c'est là que certains perçoivent comme une contradiction dans les conseils de la Banque**

**mondiale qui demande, par ailleurs, aux États du continent de réduire le déficit budgétaire pour maîtriser l'endettement. Où va-t-on prendre l'argent ?**

AZ : Je crois que l'investissement est critique. Et le plus important c'est de se dire qu'aujourd'hui, quand on dit investissement, on n'a pas besoin nécessairement de creuser les déficits. Parce qu'on peut créer un environnement qui apporte l'investissement direct étranger, complémentaire à l'investissement public.

Quand les pays asiatiques étaient sur leur phase croissante, ils faisaient 30% du PIB d'investissements par an. Dans ces 30%, l'investissement public était au maximum de 10% et le reste c'était des investissements privés. On n'a donc pas nécessairement besoin



« En intensifiant le commerce intra-africain et en développant des chaînes de valeur entre pays africains, on réduira la volatilité de nos exportations »

de creuser les déficits pour augmenter les taux d'investissement jusqu'au niveau de 25% ou plus.

Il n'y a pas de contradiction. Si on veut investir, on peut le faire et garder son équilibre macro-économique. Il faut simplement créer l'environnement, le cadre... Et c'est là où les réformes pour améliorer le climat des affaires et des investissements sont essentielles. Si on élimine la corruption, si on crée un environnement où les investisseurs sont contents de venir mettre leur argent parce qu'ils savent que ça va rapporter beaucoup plus, c'est l'essentiel. Et c'est ce qu'on retrouve dans ces économies asiatiques qui ont réussi.

**IC : À vous écouter, les réformes sont très importantes. La Banque mondiale travaille justement sur cette problématique. Vous avez par exemple accompagné le Cameroun dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer le climat des affaires ou la fourniture de l'électricité. Mais ça semble insuffisant. Qu'est-ce qu'il faut de plus ?**

AZ : Il y a des pays en Afrique où on voit les réformes avancer. Il y a d'autres, par contre, où il y a effectivement moins de progrès. Et la question c'est pourquoi ? Alors, moi je vous dirai que les institutions comme la Banque mondiale ne sont là que pour accompagner les gouvernements. Une

façon de dire que l'effort de réforme ne peut pas être porté par les institutions internationales. Elles ne peuvent donc pas être blâmées si jamais les choses n'avancent pas. Parce que, fondamentalement, les décisions sont prises par les pays et la performance économique ne peut pas être dictée par les experts ou dictée par des institutions étrangères. Elle est endogène. La performance, pour être soutenable, doit être générée de façon endogène. Et j'ai coutume de dire que les institutions étrangères ne peuvent pas développer un pays, mais elles peuvent accompagner un pays qui veut se développer.



# GESTION PUBLIQUE

## ONU Habitat et le Crédit foncier soutiennent un projet de construction de logements pour les motos-taximen à Douala 5e

Du 18 au 19 mars 2022, la ministre camerounaise de l'Habitat et du Développement urbain, Célestine Ketcha Courtes, a présidé le Forum urbain communal de Douala 5e, dans la capitale économique du pays. Au menu de cette rencontre se trouvait en bonne place le projet « un moto-taximan, une maison ». Cette initiative soutenue par ONU Habitat et le Crédit foncier, la banque de l'habitat au Cameroun, a été initiée par l'exécutif

municipal de la commune de Douala 5e, à l'effet de faciliter l'accès au logement à cette couche vulnérable de la population camerounaise.

« Nous allons vers la construction de 134 logements pilotes à Douala. Si nous construisons 134 logements dans chacune des 360 communes du pays, cela fera un nombre important de logements pour les couches vulnérables, le tout sans difficulté grâce au partenariat public-privé et populations... », confie

Célestine Ketcha Courtes.

Pour rappel, au Cameroun, le déficit de logements sociaux est estimé à 2,5 millions d'unités, selon les dernières données officielles. Cette carence induit le recours aux logements précaires, qui pullulent dans certaines métropoles du pays. 80% de ces logements indécents sont généralement occupés par les populations issues des couches sociales vulnérables, à en croire les officiels.

---

## Crise inflationniste: le Gicam plaide pour la suspension du contrôle préalable de conformité des marchandises importées

Le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) indexe le Programme d'évaluation de la conformité avant embarquement (Pecae) des marchandises importées au Cameroun comme un facteur aggravant de la crise inflationniste qui sévit depuis le second semestre 2021.

En effet, au cours d'une rencontre tenue le 18 mars à Yaoundé, entre le Gicam et le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, en présence de plusieurs membres du gouvernement, le Gicam a affirmé que « la situation est d'autant plus critique que cette inflation importée vient se superposer à d'autres contraintes au plan national comme celles liées, entre autres, à l'extension du Pecae ».

Au terme de la réunion, apprend-on, le Gicam a souligné qu'en tant qu'instrument au service de la protection des consommateurs et du marché local, le flux important de demandes créé par

son extension à toutes les marchandises importées a engendré des pesanteurs. « Il est donc nécessaire d'envisager sa suspension pendant la période de crise », a suggéré le Groupement. Depuis le 31 août 2016, ce programme vise à assainir le marché camerounais, souvent infesté de produits de qualité douteuse. Le consortium d'entreprises formé par la société suisse SGS et l'entreprise britannique Intertek International a donc été sélectionné depuis cette période pour effectuer, aux frais des exportateurs, des contrôles préalables de conformité avant l'embarquement des marchandises pour le Cameroun, pays encore dépourvu de laboratoires de pointe pour le contrôle de la conformité des marchandises.

Pour le Gicam, si ce nouveau dispositif contribue à l'assainissement du marché camerounais en assurant une certaine sécurité aux consom-

mateurs, il est à craindre qu'il induise une augmentation des prix de certains produits importés sur le marché local, à cause de la répercussion sur le consommateur final des frais de contrôle de conformité avant l'embarquement.

En guise de réponse à cette préoccupation et à d'autres, les membres du gouvernement ont relevé la nécessité de rester dans le cadre légal pour trouver des réponses appropriées. La clé de la démarche devrait alors être le dialogue. C'est ainsi qu'il a été résolu de poursuivre cette concertation sur la crise inflationniste dans le cadre d'une plateforme patronat-gouvernement avec des déclinaisons par secteur d'activité et par filière en fonction de leur exposition à la crise. Cette plateforme sera pilotée par les services du secrétariat général du Premier ministre.



## Artisanat, agro-industrie et l'agro-alimentaire: le Brésil veut apporter son expertise au Cameroun

Au sortir d'une audience avec le ministre camerounais des PME, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (Minpmesa), l'ambassadrice du Brésil au Cameroun, Vivian Loss Sanmartin, a révélé l'intérêt que le plus grand pays d'Amérique du Sud porte pour certains secteurs d'activités au Cameroun. « *Nous avons échangé sur un projet que nous avons, et qui consiste à mettre les services brésiliens de l'entreprise en coopération avec le Minpmesa, dans les secteurs de*

*l'artisanat, l'agro-industrie et l'agro-alimentaire* », a confié la diplomate brésilienne.

L'aboutissement du projet évoqué par l'ambassadrice du Brésil pourrait contribuer à doper la coopération économique et commerciale entre le Cameroun et le Brésil, qui n'est pas encore des plus dynamiques. En effet, a-t-on appris au cours d'une rencontre d'échanges entre les deux pays à Douala, entre 2000 et 2015, les échanges commerciaux entre les deux

pays ont culminé à seulement 720 milliards de FCFA, ce qui correspond à une moyenne de 47 milliards de FCFA de transactions par an.

Par ailleurs, sur cette période de 15 ans, le Cameroun totalise seulement 59,5 milliards de FCFA d'exportations vers le Brésil, qui s'en tire avec 660 milliards de FCFA d'exportations en direction du Cameroun, sur la période considérée.

---

## Programme avec FMI: le Cameroun s'engage à mettre les entreprises publiques sous contrats de performances

Dans le cadre du programme avec le Fonds monétaire international (FMI), le Cameroun s'est engagé à mettre sous contrats de performances les entreprises publiques, selon un récent rapport de l'institution de Bretton Woods.

Dans ce sens, indique le document, ces contrats de performance doivent préciser les obligations de service public, les coûts unitaires (comme base de versement des subventions), et les indicateurs mesurables requis de volume de production et qualité de service. « *Une identification claire des obligations de service public des entre-*

*prises publiques et la quantification de la production et des coûts unitaires associés sont essentielles pour évaluer la performance financière et l'efficacité opérationnelle d'une entreprise publique et le besoin de subventions gouvernementales pour ses opérations* », explique le FMI.

L'institution financière précise que le gouvernement camerounais publiera une instruction du ministre des Finances pour institutionnaliser la gouvernance par contrat de performance en vue d'améliorer la performance des entreprises publiques concernées et publiera les contrats de performance et les

rapports d'évaluation sur le site officiel du ministère des Finances d'ici fin juin 2022.

Les entreprises publiques ici sont surtout celles évaluées par la Commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic (CTR); soit cinquante entités du portefeuille de l'État qui sont pour bon nombre mal en point. Le rapport 2020 de la CTR laisse apparaître une situation économique et financière de ces entités étatiques caractérisée par une baisse du chiffre d'affaires global de -25,54% par rapport à 2019.

# L'État veut investir 1 milliard de FCFA dans la production des pavés dans les villes de Maroua et Bamenda



L'Organisation internationale du travail (OIT) vient de lancer un appel de mise en concurrence en direction des petites et moyennes entreprises pour qu'elles puissent livrer des équipements d'un atelier de production de pavés de Maroua, dans la partie septentrionale du Cameroun. Après Maroua, ce sera autour de Bamenda de bénéficier de la mise en place d'une unité de production des pavés.

Financé par l'État du Cameroun, le projet sera exécuté sur une période de deux ans pour un montant total de 1,3 milliard de FCFA hors taxes. Il s'agit d'un projet pilote qui peut

déboucher sur de grosses infrastructures sur lesquels le Cameroun pourra s'appuyer pour favoriser le « Made in Cameroon » et réduire les coûts des dépenses dans les chantiers de construction et de BTP. Les entreprises intéressées par le projet devront soumettre des prix pour le matériel de production de pavés, le petit matériel de production de béton, le matériel de mise en œuvre de l'unité de production et les petits matériels de chantier et équipements de protection individuelle. La date limite des offres est fixée au 31 mars 2022.

En juillet 2020, explique l'OIT, le

gouvernement camerounais, à travers le ministère de l'Habitat et du Développement urbain, a sollicité l'assistance du Bureau international du travail (BIT) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet dénommé développement des infrastructures urbaines et création des emplois décents pour les jeunes dans la résilience socioéconomique dans les villes de Maroua et Bamenda. Les deux villes ont en commun des crises sécuritaires qui ont rendu difficile la situation économique des populations en générale, et celle des jeunes en particulier.



# ECONOMIE

## Cemac : la Beac table sur un taux de croissance de 3,1% en 2022 (+1,7%), grâce à la manne pétrolière

Réuni le 28 mars 2022 par visioconférence, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), institut d'émission des pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale), anticipe une embellie de la croissance économique en 2022. Selon les prévisions du CPM, cet indicateur atteindra 3,1% du PIB au terme de l'année courante, contre 1,4% en 2021, ce qui équivaut à un gain de 1,7 point de croissance en glissement annuel.

À en croire la banque centrale, cette embellie sera portée «*principalement par le rebond de la croissance pétrolière*», qui est elle-même consécutive à un accroissement des cours mondiaux du brut depuis la mi-2020. Selon les données présentées le 18 mars 2022 au Premier ministre par le patronat camerounais, les cours du baril de Brent sur le marché international sont passés de 51 dollars à 91 dollars (+78%) de janvier 2021 à janvier 2022, et ont atteint 139 dollars le baril en mars 2022 à la faveur

du conflit russo-ukrainien, soit «*le niveau le plus haut depuis la crise de 2008*».

Pour rappel, dans la zone Cemac, sur les six pays de la communauté, seule la République centrafricaine (RCA) ne produit pas encore de pétrole. Mieux, l'or noir constitue plus de 50% (voire plus) des recettes publiques dans des pays tels que la Guinée équatoriale, le Gabon, le Congo ou encore le Tchad.

## Ciment: Dangote Cameroun voit ses parts de marché baisser malgré une hausse des ventes en 2021

La filiale au Cameroun du cimentier nigérian Dangote affiche des performances haussières au cours de l'exercice 2021, selon les résultats que l'entreprise vient de publier. On apprend ainsi que Dangote Cameroun a vendu 1,4 million de tonnes de ciment en 2021, en hausse de 3% par rapport à l'année d'avant. Malgré cette hausse, les parts de marché du groupe nigérian sont en baisse. Ils sont évalués à 34% au cours de la période sous revue, contre 38% en 2020. Ce qui veut dire que l'entreprise n'a pas pu profiter assez de la hausse de la demande enregistrée en 2021. En effet, selon les chiffres de Dangote, la taille du

marché local est passée de 3,5 à près de 4 millions de tonnes entre 2020 et 2021, soit une hausse d'environ 14%. L'entreprise explique cette hausse par une augmentation des investissements dans les projets de construction au Cameroun. «*Le marché est principalement tiré par des projets de construction individuels et des lotissements gouvernementaux. Nous avons vu une augmentation des projets de construction avant la Coupe d'Afrique des Nations qui a eu lieu au début de 2022*», déclare la multinationale. Par ailleurs, Dangote Cameroun justifie sa perte de part de marché par des performances ayant été affectées par une augmentation du

coût du clinker en raison de la hausse mondiale des prix du transport et des défis globaux de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Mais, il faut dire qu'avec des capacités de production limitée à 1,5 million de tonnes par an, l'entreprise a très peu de marge de progression. Il n'est donc pas exclu que Cimencam, son principal concurrent, qui a des capacités de production plus importantes (2,2 millions de tonnes qui devraient passer à 2,5 millions en 2023), ait profité de la hausse de la demande pour accroître ses parts de marché.



## Agro-industrie, bois, textile-confection, cuir...: des entreprises néerlandaises prospectent au Cameroun

Le 21 mars 2022, le ministre des PME, Achille Bassilekin, a reçu en audience une délégation de responsables d'une dizaine d'entreprises néerlandaises. « C'est le début d'une mission commerciale d'une dizaine d'entreprises, qui viennent chercher des partenaires camerounais avec lesquels ils peuvent faire des affaires. Il s'agira de produire et de transformer des produits made in Cameroon avec la technologie néerlandaise », explique Tjoelker-Kleve, l'ambassadeur des Pays-Bas au Cameroun.

Ces entreprises en mission de prospection des opportunités d'affaires au Cameroun, et dont les responsables ont également rencontré le ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, opèrent dans des domaines variés. Il s'agit principalement de l'agro-industrie, du textile et la confection, de la transformation du cuir, de l'exploitation forestière..., apprend-on. En cas de conclusion de partenariats avec les entreprises camerounaises, cette mission économique néerlandaise

pourrait contribuer à diversifier les échanges entre les deux pays. Pour l'heure, ces échanges reposent sur quelques produits essentiels. En 2020, par exemple, les Pays-Bas ont été le 3e client du Cameroun, en captant 9,3% des exportations camerounaises (contre 12,8% en 2019), selon les données de l'Institut national de la statistique (INS). Mais, souligne la même source, ces exportations vers les Pays-Bas sont constituées à 93% de fèves de cacao et à 4% des bois sciés.

## Aquaculture: 21,3 milliards de FCFA pour booster la production de poissons au Cameroun



Après le Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (PPEA), qui a contribué à doubler la production camerounaise entre 2016 et 2019, passant de 5 000 à 10 000 tonnes par an (elle a atteint 15 000 tonnes en 2020, NDLR), le Cameroun se prépare à lancer cette fois-ci le Programme d'appui au développement de l'entrepreneuriat aquacole (PDEA). Le lancement des travaux de formulation de ce programme a eu lieu le

22 mars 2022 à Yaoundé, la capitale camerounaise. Doté d'un financement de 21,3 milliards de FCFA pourvu par le Fonds international de développement agricole (FIDA), ce programme va couvrir cinq régions sur les 10 que compte le Cameroun, apprend-on. Selon le ministère de l'Élevage, grâce à divers appuis et autres mesures d'accompagnement des pisciculteurs, ce programme devrait contribuer

à booster la production aquacole nationale, de manière à pouvoir progressivement atteindre les 100 000 tonnes visées par le gouvernement. Pour rappel, les actions de promotion et de développement de l'aquaculture intensifiées par l'État camerounais et ses partenaires depuis quelques années ont pour objectif principal de réduire la facture des importations de poissons, qui contribuent à déséquilibrer la balance commerciale du pays. Par exemple, pour le seul premier trimestre 2020, le pays a officiellement importé 57 008 tonnes de poissons congelés, pour un montant total de 38,9 milliards de FCFA. Sur l'ensemble de l'année 2018, ces importations massives ont englouti plus de 154 milliards de FCFA, selon les données de l'Institut national de la statistique (INS).

## Russie et Ukraine: volume des échanges commerciaux avec le Cameroun et principaux produits importés (INS)

« Dans les relations commerciales avec la Russie et l'Ukraine, le Cameroun est un importateur net. En effet, les exportations du Cameroun à destination de ces deux pays sont très faibles et d'une valeur presque insignifiante, par rapport aux exportations globales du Cameroun en 2020 (soit un poids de 0,04% pour la Russie et presque nul pour l'Ukraine) », signale d'entrée de jeu l'Institut national de la statistique (INS) dans un récent rapport sur les échanges entre le Cameroun et les deux pays sus-mentionnés.

En revanche, aussi bien la Russie que l'Ukraine, dont le conflit actuel se fait déjà ressentir sur le marché camerounais (récente augmentation des prix de la farine de blé et du pain, NDLR), sont d'importants fournisseurs de matières premières et d'intrants au Cameroun. Par exemple, au cours de la décennie 2010-2020, révèle le

rapport de l'INS, les exportations de la Russie vers le Cameroun n'ont cessé de croître, passant de 11,5 milliards de FCFA à 96,6 milliards de FCFA.

Les produits importés par le Cameroun depuis la Russie sont essentiellement constitués du blé (froment de blé et méteils), qui représente 65% du total des importations, et dont la Russie est le premier fournisseur du Cameroun. Viennent ensuite les engrais, qui représentent 17% des importations du Cameroun depuis la Russie (1er fournisseur du Cameroun avec 43% des parts de marché, contre 11% pour la Chine); puis les hydrocarbures (8% des importations) et les produits en fer, fonte et acier (4%). Ces échanges très dynamiques du côté russe (les exportations camerounaises vers ce pays ont quant à elles chuté de 2 milliards à 118 millions de FCFA entre 2010 et 2020, selon l'INS)

font de ce pays le 8e fournisseur du Cameroun en 2020, avec 3% des parts de marché. La Russie arrive cependant loin derrière la Chine (17,5%), la France (8,5%), la Belgique (5,6%), l'Inde (5%) et les États-Unis (4,4%). L'Ukraine, elle, fournit essentiellement des produits en fer, fonte et acier au Cameroun. « En fournissant au Cameroun les produits en fonte, fer et acier d'une valeur de 60,9 milliards de FCFA en 2020, soit 35% des parts de marché (et 95% des exportations globales du pays vers le Cameroun, NDLR), l'Ukraine occupe la place de premier fournisseur de ce produit au Cameroun. Il est suivi par la Chine (26%), la Turquie (18%) et l'île Saint Barthélémy (11%) », précise le rapport de l'INS.

## BTP, transports, équipements... boostent l'investissement (+5,8%) au Cameroun au 3e trimestre 2021



Au cours du 3e trimestre 2021, le niveau global des investissements s'est accéléré au Cameroun. À en croire le rapport de l'Institut national de la statistique (INS) sur les comptes nationaux, les investissements dans le pays, au cours de la période sous revue, ont crû de 5,8% en glissement annuel (après 5,5 % le trimestre passé), contribuant ainsi de 1,2 point à la croissance du PIB.

Selon les explications de l'INS, ce « dynamisme du niveau des investissements résulte de l'intensification de la demande en matériel de transport, en machines et équipe-

ments, en meubles et une consolidation dans les bâtiments et travaux publics (BTP) depuis plusieurs trimestres ».

Cet accroissement des investissements entre juillet et septembre 2021 a été observé aussi bien dans le secteur privé que dans le public. En effet, constate l'INS, « avec une contribution d'un point à la croissance du PIB, l'investissement privé a progressé de 5,7%, tandis que la composante publique a évolué de 19,8%, pour une contribution de 0,6 point à la croissance du PIB imputable à une augmentation continue des dépenses en capital ».

# Après des déboires judiciaires, l'homme d'affaires Kaptue Tagne lance une société brassicole à Yaoundé

« Le Brasseur camerounais ». C'est le nom d'une nouvelle société qui a été créée en février dernier, selon une annonce légale publiée le 17 mars. D'un capital de 100 millions de FCFA, la société brassicole a pour promoteur l'homme d'affaires Serge Bruce Kaptué Tagne.

Selon ce dernier, il s'agit d'une société brassicole artisanale d'une capacité de 10 000 bouteilles/jour. Elle devrait lancer sa production dans trois mois (au plus tard en juin 2022 : NDLR).

« C'est une société artisanale pas dans le sens des moyens archaïques puisqu'on dispose d'une usine à Yaoundé. Mais elle est artisanale dans le sens où au lieu d'une fermentation de 10 jours, nous on fait 14 jours », explique M. Kaptué Tagne, président-directeur général de « Le Brasseur camerounais ».

Son entreprise se positionne dans la production, la fabrication, le conditionnement, l'importation, l'exportation et la distribution des boissons hygiéniques et dérivées, la recherche et la formation en industrie agroalimentaire.

Kaptué tente donc de se relancer après des déboires judiciaires qui ont duré près de dix ans. Il a été en détention provisoire à la prison centrale de Yaoundé dans une affaire de détournement présumé de deniers (1 738 363 013 de FCFA) d'un projet du gouvernement dont le compte bancaire était logé à Afriland First Bank.

À l'origine de cette affaire, une convention tripartite signée le 18 août 2005 entre sa société, Camdev, le ministère des Forêts et celui de l'Économie, relative au projet renfor-

cement des initiatives pour la gestion communautaire des ressources forestières et fauniques (Rigc) d'un montant de 3 milliards de FCFA. En 2012, l'affaire du détournement présumé de fonds éclate contre M. Kaptué. Il sera traduit au Tribunal criminel spécial qui s'occupe des détournements de deniers publics à partir de 50 millions de FCFA. Finalement, indique M. Kaptué, il aurait été blanchi et élargi en 2021.

Pour créer la nouvelle brasserie, l'homme d'affaires déclare avoir utilisé des ressources, entre autres, de sa société Kaptué Tagne Holding, spécialisée dans la franchise des entreprises et dotée d'un capital de 100 millions de FCFA.

---

## Ciment: les producteurs locaux annoncent 15 milliards de FCFA de pertes à cause du non réajustement des prix de vente

Les producteurs de ciment en activité au Cameroun soutiennent avoir cumulé des pertes totales d'au moins 15 milliards de FCFA depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2021, à cause de l'augmentation des coûts de production, qui n'ont pas induit une hausse des prix de vente aux consommateurs. L'information a été révélée le 18 mars 2022 par le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), au cours d'une rencontre avec le Premier ministre.

En effet, a-t-on appris au cours de la rencontre, en raison d'une explosion des coûts du fret de 165% entre janvier 2020 et décembre 2021, couplée à une hausse des cours mondiaux

de clinker (matière première pour la production du ciment) de 89% entre janvier 2021 et mars 2022, le coût de production du sac de ciment de 50 kg a cru de 1 000 à 1 200 FCFA au Cameroun. Mais, les prix aux consommateurs, eux, n'ont pas beaucoup évolué. Ils ont culminé à 5 000 FCFA par sac, contre 4 600 par le passé.

Afin d'atténuer ces pertes consécutives à la conjoncture internationale morose autour des cours des matières premières et du fret, certains cimentiers ont dû se réajuster. C'est le cas de Dangote Cement, qui a dû lancer sur le marché local un nouveau produit moins gourmand

en clinker. Baptisé Dangote Falcon, cette nouvelle variété est commercialisée depuis novembre 2021.

« L'un des moyens pour résoudre ce problème (flambée des prix) était une action d'atténuation. Ainsi, nous avons décidé d'introduire le ciment de grade 32.5 (différent du 42.5 qui est le produit de référence de l'entreprise, NDLR), afin de réduire le volume de clinker utilisé. Cette mesure permettra de maintenir les performances en termes de volume, tout en améliorant la rentabilité », explique Emmanuel Ngando, le responsable marketing de Dangote Cement Cameroon.



## Au Cameroun, cinq villes ont été responsables de plus de 75% du taux d'inflation en 2021 (INS)



Selon l'Institut national de la statistique (INS), au cours de l'année 2021, l'augmentation du niveau général des prix à la consommation des ménages a été plus importante dans cinq des 10 capitales régionales que compte le Cameroun. Il s'agit de Yaoundé et Douala, respectivement capitales politique et économique du pays ; de Maroua, la capitale de la région de l'Extrême-Nord ; puis de Bamenda et Bafoussam, respectivement capitales régionales du Nord-Ouest et de l'Ouest.

« L'inflation pour ces cinq seules villes contribue pour 1,73 point de pourcentage

dans les 2,3% d'inflation mesurée. En d'autres termes, ces cinq villes sont responsables de plus de 75% du taux d'inflation » dans le pays au cours de la période sous revue, souligne l'organisme en charge de l'élaboration de la statistique officielle au Cameroun.

À l'observation, parmi ces villes ayant le plus contribué à la hausse des prix sur le marché national, deux (Maroua et Bamenda) sont situées dans des zones faisant face à des crises sécuritaires (Boko Haram et les revendications séparatistes), tandis qu'une autre (Bafoussam)

partage sa frontière avec l'une de ces régions en crise.

De l'avis des analystes de l'INS, la hausse des prix enregistrée principalement dans ces villes, et sur l'ensemble du territoire à un degré moins prononcé, est principalement le fait des prix des produits alimentaires. En effet, apprend-on, en 2021, ces prix ont augmenté de 4,3%, atteignant leur niveau le plus élevé depuis 2017 (3,6% en 2020, 2,9% en 2019, 1,2% en 2018 et une stabilité en 2017).



# FINANCE

## La Beac poursuit la réduction de l'accès au crédit bancaire en diminuant le volume de liquidité injecté dans les banques

Au cours de la traditionnelle opération hebdomadaire d'injection de liquidité dans les banques commerciales effectuée le 29 mars 2022 par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission des pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) n'a proposé qu'une enveloppe de 180 milliards de FCFA, au lieu de son offre habituelle de 250 milliards de FCFA.

À travers cette réduction de l'enveloppe de liquidité destinée aux banques commerciales, la banque centrale poursuit ainsi sa politique monétaire restrictive, qui vise à réduire l'accès au crédit bancaire dans la zone Cemac, dans l'optique de combattre l'inflation annoncée à 3,6% en 2022. Le taux ainsi projeté est en hausse de 2,6% en glissement

annuel, et dépasse de 0,6 point la norme communautaire de 3%. Pour rappel, pour les besoins de lutte contre l'inflation par la réduction de l'accès au crédit bancaire, au sortir de sa toute première session de son Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2022, organisée le 28 mars par visioconférence, la Beac a revu à la hausse deux de ses principaux taux directeurs. Ainsi, le Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), principal taux de la Beac qui représente la rémunération perçue par la banque centrale commune aux pays de la Cemac pour fournir de la liquidité aux banques commerciales, est passé de 3,5% à 4%, soit une hausse de 0,5 point.

La même proportion d'augmentation a été appliquée au Taux de la facilité de prêt marginal, qui est passé de

5,25% à 5,75% depuis le 28 mars 2022. Le Taux de la facilité de prêt marginal est la rémunération de la banque centrale lorsque celle-ci fournit de la liquidité aux banques commerciales, pour une durée n'excédant pas 24 heures. Ce taux directeur est généralement le plus élevé des banques centrales.

Grâce au relèvement de ses taux directeurs, la Beac va rendre la liquidité plus coûteuse pour les banques commerciales. La banque centrale espère que cela va se répercuter sur le coût du crédit bancaire et restreindre son accès. Ce qui devrait réduire ainsi la création monétaire dans l'espace Cemac, souvent à l'origine de la hausse généralisée des prix que la Beac souhaite manifestement combattre.

---

## Les réserves de change devraient stagner en 2022, malgré l'assujettissement des sociétés extractives à la réglementation

Dans le communiqué qui a sanctionné la première session du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), tenue le 28 mars 2022, l'institut d'émission commun aux six États de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) anticipe « une faible accumulation des réserves de change » au cours de l'année 2022. Il s'agit pratiquement d'une stagnation. En effet, apprend-on, ces réserves « progresseraient à 3,66 mois

d'importations de biens et de services à fin décembre 2022, contre 3,59 mois un an plus tôt, tandis que le taux de couverture extérieur de la monnaie passerait de 64,1% en 2021 à 68,3% en 2022 ». Et pourtant, depuis 1er janvier 2022, après deux moratoires qui ont finalement duré près de 3 ans, les sociétés pétrolières et minières (qui brassent beaucoup de devises) sont censées avoir intégré le champ d'application de la nouvelle réglementation de change, entrée en vigueur en 2019.

La banque centrale ne donne pas les raisons de cette faible accumulation des réserves de change en 2022. Mais la hausse des prix des produits importés serait une piste d'explication. La Beac prévoit en effet « une remontée des pressions inflationnistes à 3,6% en 2022, contre 1,6% un an plus tôt (soit +2,6% en glissement annuel) », en lien « avec la forte hausse des prix des produits importés, notamment alimentaires... ». Ce qui pourrait en effet renchérir les dépenses en devise de la Cemac.

# Face à la hausse de l'inflation, la Beac tente de réduire l'accès aux crédits bancaires en relevant ses taux directeurs

Au sortir de la toute première session de son Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2022, organisée le 28 mars par visioconférence, la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) a revu à la hausse deux de ses principaux taux directeurs. Ainsi, le Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), principal taux de la Beac qui représente la rémunération perçue par la banque centrale commune aux pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) pour fournir de la liquidité aux banques commerciales, passe de 3,5% à 4%, soit une hausse de 0,5 point. La même proportion d'augmentation est appliquée au Taux de la facilité de prêt marginal, qui est passé de 5,25% à 5,75% depuis le 28 mars 2022. Le Taux de la facilité de prêt marginal est la rémunération de la banque centrale lorsque celle-ci fournit de la liquidité aux banques commerciales, pour une

durée n'excédant pas 24 heures. Ce taux directeur est généralement le plus élevé des banques centrales. Grâce au relèvement de ses taux directeurs, la Beac va rendre la liquidité plus coûteuse pour les banques commerciales. La banque centrale espère que cela va se répercuter sur le coût du crédit bancaire et restreindre son accès. Ce qui devrait réduire ainsi la création monétaire dans l'espace Cemac, souvent à l'origine de la hausse généralisée des prix que la Beac souhaite manifestement combattre.

En effet, dans le communiqué ayant sanctionné le premier CPM de l'année 2022, la banque centrale projette « une remontée des pressions inflationnistes à 3,6% en 2022, contre 1,6% un an plus tôt (soit +2,6% en glissement annuel) », en lien « avec la forte hausse des prix des produits importés, notamment alimentaires... ». En plus de ce taux

d'inflation projeté, qui est de 0,6 point au-dessus du seuil de 3% admis dans l'espace Cemac, la BEAC table sur une augmentation de la masse monétaire de 13,5% en 2022. D'où la nécessité de décourager le crédit en durcissant les conditions de refinancement des banques commerciales par la banque centrale.

Après avoir fortement encouragé le financement des économies de la Cemac au début de la pandémie du Covid-en mars 2020, à travers des mesures volontaristes comme la suspension des opérations de reprise de liquidité dans les banques, la reprise des opérations hebdomadaires d'injection de la liquidité dans les banques, le relèvement du seuil de ces injections de liquidité à 500 milliards de FCFA par semaine en cas de besoin, la Beac change donc l'orientation de sa politique monétaire.

---

## Le Nigérian Access Bank annonce l'obtention de son agrément pour ouvrir une filiale au Cameroun

Le groupe bancaire nigérian Access Bank annonce qu'il a obtenu son agrément pour une ouvrir une filiale au Cameroun. Elle devrait donc devenir la 16e banque du pays. Selon les informations de la banque, une délégation d'Access Bank Cameroon Plc, conduite par son Directeur général, Ibukun Odegbaike, s'est d'ailleurs rendue à Yaoundé, au cours de la semaine du 21 mars, pour rencontrer Louis Paul Motazé, le ministre camerounais des Finances. « Madame Ibukun Odegbaike était accompagnée de messieurs Ellis Nzo et Armel Fabrice Tchoumbou respec-

tivement Directeur général adjoint et directeur financier. Cette visite est consécutive à l'obtention de l'agrément permettant à Access Bank Plc d'exercer en tant que banque universelle sur le territoire camerounais », renseigne la banque.

Doté d'un capital initial de près de 14,5 milliards de FCFA, Access Bank Cameroon aura pour siège Douala, la capitale économique du pays. L'établissement bancaire compte sept membres dans son conseil d'administration, dont un seul de nationalité camerounaise, révèle l'annonce légale publiée à cet effet.

Il s'agit de Patience Melone, Iyabode Soji-Okusanya, Fatai Oladipo, Abraham Aziegebe, Ibukunoluwa Odegbaike et Eliz Nzo Azu. Créée pour une durée de 99 ans, la banque va opérer dans la gestion des comptes courants, la collecte de l'épargne, le paiement des chèques, l'octroi des crédits, etc. Elle a choisi Price Water House Coopers comme auditeur externe. Actuellement, Access Bank opère à travers un réseau de plus de 735 agences et points de vente dans 3 continents et 13 pays. Elle revendique plus de 45 millions de clients.



# Le Cameroun retourne à la Bvmac pour un emprunt obligataire de 200 milliards de FCFA, après 3 ans d'absence



Les contours du 6e appel public à l'épargne de l'histoire du Trésor public camerounais se précisent. Dans une « demande de propositions » adressée le 25 mars 2022 aux responsables des sociétés de bourse agréées dans l'espace Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale), le ministre camerounais des Finances, Louis Paul Motazé, annonce que l'État recherche « des arrangeurs » pour un emprunt obligataire de 200 milliards de FCFA. L'opération, qui devrait se dénouer au 2e semestre 2022, se déroulera à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), le marché financier unifié de la Cemac. Après 3 ans d'absence, le Trésor public camerounais retourne donc sur ce marché en cette année 2022, avec une innovation de taille. En effet, au lieu des maturités de 5 ans auxquelles le Cameroun avait jusqu'ici habitué les investisseurs du marché financier sous-régional, le pays tente cette fois-ci une opération à 7 ans de maturité, dont un différé de 2 ans. En clair, l'État du Cameroun débutera le remboursement de cet emprunt de 200 milliards de FCFA à partir de l'année 2024, après une période de répit de 2 ans, et achèvera de rembourser en 2029. Jusqu'ici, le taux d'intérêt de cet emprunt n'est pas connu. Mais, pour aguicher les investisseurs au regard

de la maturité de l'emprunt, ce taux sera supérieur aux 5,5 à 5,6% généralement proposé par le Cameroun sur ce marché.

À travers cette nouvelle opération de levée de fonds, a récemment expliqué Samuel Tela, le directeur de la trésorerie à la direction générale du Trésor du ministère des Finances, « *il est question de diversifier (les) sources de financement* » de l'État. De plus, souligne-t-il, « *l'emprunt obligataire offre la chance à un large public de participer au financement de l'État* ». Ces précisions tiennent de ce que, pour de nombreux habitués des marchés des capitaux, le retour du Cameroun sur le marché boursier s'explique davantage par le souci du gouvernement de participer à la dynamisation de la bourse unifiée de l'Afrique centrale, que par des avantages financiers que procurerait une telle opération.

## Une stratégie hybride

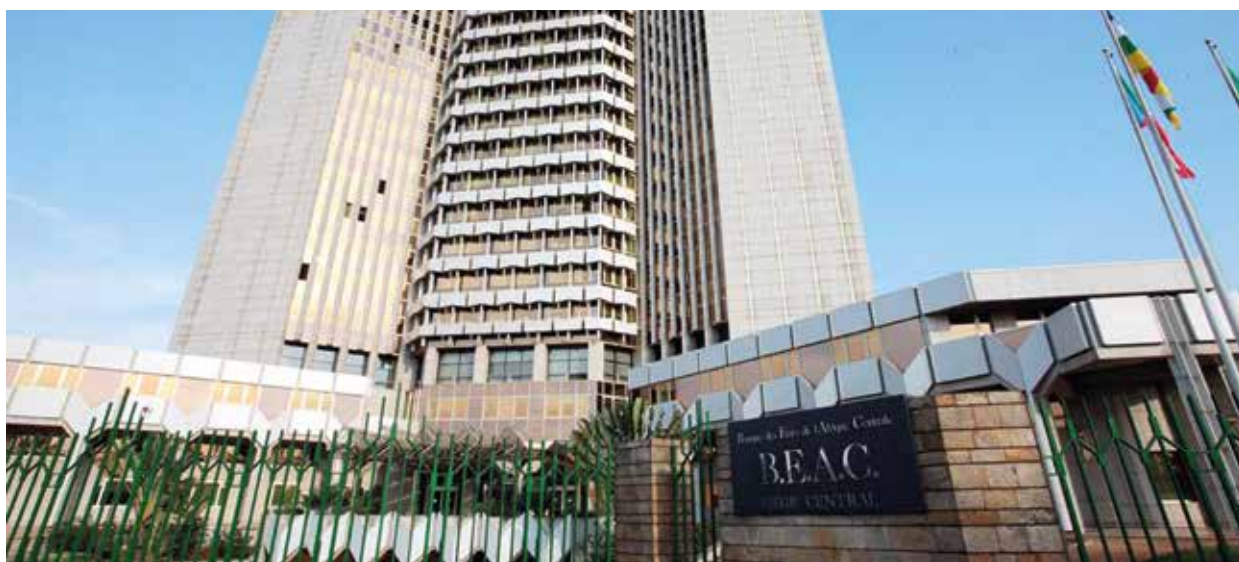
En effet, de l'avis de nombreux experts de la finance, y compris des responsables du ministère des Finances eux-mêmes, le marché boursier de la Cemac est plus coûteux, moins flexible et les délais des opérations y sont plus longs que sur le marché des titres publics de la Beac. C'est ce qui explique que nombre d'États de la Cemac, dont le Cameroun, se soient

rabattus ces dernières années (depuis 2019 pour le Cameroun, NDLR) sur le marché des titres publics lancé en 2011 par la banque centrale, pour leurs emprunts de moyens et longs termes.

Mais, pour le ministère camerounais des Finances, en plus du dessein de dynamiser le marché financier unifié, le retour du Cameroun à la Bvmac s'explique surtout par l'obésité qui caractérise aujourd'hui le marché des titres publics de la Beac. En effet, apprend-on, en l'absence d'un dynamisme certain sur le marché secondaire des titres, les banques, qui opèrent comme intermédiaires (spécialistes en valeurs du Trésor ou SVT) sur le marché primaire, ont du mal à placer les titres détenus en propre.

À titre d'exemple, les banques détiennent environ 79% de l'ensemble des titres émis par le Cameroun sur ce marché (un encours de près de 1 200 milliards de FCFA à fin novembre 2021), contre un peu plus de 20% pour les investisseurs institutionnels. La part détenue par les particuliers, elle, est plus que dérisoire. Du coup, avec un portefeuille titres obèse, couplé à l'Épée de Damoclès du respect des ratios prudentiels qui pèse sur leurs têtes, explique-t-on au ministère des Finances, les SVT, qui sont du reste très courtisés par d'autres États de la communauté ces dernières années, devraient difficilement pourvoir au Trésor camerounais les 350 milliards de FCFA de financements à mobiliser par émission de titres publics, tel qu'autorisé par la loi de finances 2022. D'où cette stratégie hybride, qui consiste à recourir aussi bien au marché financier (200 milliards de FCFA) qu'au marché des titres publics de la Beac (150 milliards de FCFA), pour mobiliser l'enveloppe de financements additionnels requise en 2022.

## Titres publics: le Cameroun prépare un plan pour réduire l'exposition des banques qui contrôlent 90% des titres émis



Selon un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI), le Cameroun entend encourager les acteurs non bancaires sur le marché des titres publics pour diversifier la base d'investisseurs.

À cet effet, indique le rapport, le gouvernement prépare en ce moment une stratégie en collaboration avec la Banque des États de l'Afrique centrale [Beac] pour encourager la participation des investisseurs non bancaires comme les assurances, les fonds de pension, les particuliers, etc. Cette stratégie, dont les détails ne sont pas encore révélés, vise à intéresser ces acteurs non bancaires sur les émissions de maturité longue. En outre, à moyen terme, informe le FMI, le gouvernement camerounais entend diversifier la base d'investisseurs pour les titres publics dans le

but de renforcer la capacité de financement de l'État tout en développant une culture de l'épargne et de la protection sociale.

Pour comprendre l'enjeu de cette diversification, il faut savoir que, selon la Beac, le marché des titres publics augmente l'exposition des banques de la Cematic (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad) vis-à-vis du risque souverain.

Et pour cause, la banque centrale indique, dans sa Lettre de recherches, que ces banques détiennent pour leur propre compte près de 90% des titres émis du fait de la faiblesse du marché secondaire où s'échangent les titres après leur émission. Ce marché secondaire ne représente qu'environ 0,04 % du PIB en 2020 contre 1,26 % en Uemoa (Union économique

et monétaire ouest-africaine), 4,21% au Maroc et 4,12% en France.

De plus, la recrudescence des émissions contribue en partie à l'érosion des réserves de change et pourrait compromettre à terme la stabilité externe. Pour éviter donc l'exposition des banques vis-à-vis du risque souverain, le Cameroun a l'intention de dynamiser le marché secondaire. Sur ce compartiment, les spécialistes en valeurs du Trésor (dont la plupart sont des banques) sont tenus d'afficher à leurs guichets les cours d'achat et de vente des valeurs du Trésor, et de vendre ou d'acheter aux prix affichés, à la demande de tout investisseur potentiel, conformément à la réglementation.



# ENERGIES

## Electricité : 120 MW de solaire en projet dans la partie septentrionale du Cameroun

Interpellé le 25 mars 2022 par un député sur la recrudescence des délestages dans les trois régions septentrionales du Cameroun (Nord, Adamaoua et Extrême-Nord), le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, a annoncé la construction prochaine de centrales solaires d'une capacité totale de 120 MW dans cette partie du Cameroun. À en croire ce membre du gouvernement, ces infrastructures seront construites dans les villes de Ngaoundéré, Garoua, Maroua et Guider.

*« L'ensemble des études de faisabilité ont déjà été faites et les négociations*

*se poursuivent entre le ministère des Finances et les sociétés qui les développent »,* a indiqué le ministre, sans donner plus de détails. Mais, apprend-on, ces capacités supplémentaires seront injectées dans le réseau interconnecté Sud (RIS), à la faveur du projet d'interconnexion du RIS (six régions méridionales en dehors de l'Est) et du RIN (Réseau interconnecté Nord, qui couvre les trois régions septentrionales). En effet, selon les experts, les trois régions septentrionales du Cameroun sont mieux adaptées à la production de l'énergie solaire, grâce à leur niveau d'insolation. Concrètement,

à en croire une étude de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel), le niveau d'insolation dans cette partie du pays atteint 5,8 kWh/m<sup>2</sup>/jour, contre seulement 4 kWh/m<sup>2</sup>/jour dans les régions méridionales.

La réalisation des projets annoncés par le ministre Eloundou Essomba devrait permettre de diversifier le mix énergétique du Cameroun, encore largement dominé par l'hydroélectricité. Le solaire, l'éolien et la biomasse n'y représentent qu'à peine 1% pour l'instant, selon les données officielles.

---

## Eneo prévoit de construire des parcs solaires dans les localités de Banyo, Poli, Yoko et Touboro en 2022

Dans une interview bilan publiée ce 31 mars 2022 dans le journal *Défis Actuels*, le désormais ancien DG d'Eneo, Éric Masuy, annonce que le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun prévoit de construire quatre nouveaux parcs solaires en 2022, dans les localités de Banyo (Adamaoua), Poli (Nord), Yoko (Centre) et Touboro (Nord). Concrètement, apprend-on, il s'agit de rendre ces centrales thermiques isolées hybrides (solaire et thermique), comme ce fut déjà le cas avec les centrales de Djoum (2018), Lomié

(2020) et Garoua-Boulai (2021). Mais, souligne l'ex-DG d'Eneo, qui a officiellement cédé son fauteuil le 30 mars 2022 au Belge Patrick Eeckelers, *« l'un des symboles de l'engagement d'Eneo dans le développement des énergies renouvelables est la double centrale solaire de Guider (Nord) et de Maroua (Extrême-Nord), qui est en train de sortir de terre dans le Septentrion: 30 MW de solaire à mettre en service progressivement entre janvier et mi-2022. C'est le tout premier projet solaire de grande capacité du pays ».*

En plus de réduire les coûts de production des centrales thermiques et d'augmenter les capacités de production de l'énergie électrique dans le pays, l'hybridation des centrales isolées entamée par Eneo en 2018 et la construction de centrales solaires modulaires permettent de diversifier le mix énergétique du Cameroun. Pour l'heure, ce mix énergétique est encore largement dominé par l'hydroélectricité. Le solaire, l'éolien et la biomasse n'y représentent qu'à peine 1% pour l'instant, selon les données officielles.



## Projet d'électrification solaire de 1000 localités: le Cameroun cherche des financements pour la 3e phase

Au cours d'une intervention au Parlement, le 25 mars, le ministre de l'Eau et de l'Energie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, a évoqué le projet d'électrification solaire de 1 000 localités conduit par le Chinois Huawei au Cameroun.

Selon le membre du gouvernement, « les négociations des financements sont en cours pour la réalisation de la troisième phase qui concernera 87 localités ». Sans révéler leurs identités, Gaston Eloundou Essomba a indiqué que la recherche des financements se fait auprès des partenaires chinois. Un peu comme lors des deux premières phases du projet.

En effet, la première phase a été

financé par un crédit acheteur contracté auprès de l'entreprise chinoise Huawei technologies de 106 millions de dollars USD, soit 53 milliards FCFA, pour 166 localités. Pour la deuxième phase du projet (184 localités), le Cameroun a signé avec Bank of China, en 2017, un accord de prêt d'un montant de 123,3 millions de dollars US (environ 71 milliards FCFA). Une allocation budgétaire de 7 milliards de FCFA et de 454, 446 millions FCFA au titre des fonds de contrepartie a été mobilisée par le gouvernement camerounais.

À terme, le projet conduit par Huawei vise à produire en moyenne 32 kW d'électricité dans 1 000

localités à travers le Cameroun. Au stade actuel, indique le Minee, le projet d'électrification rurale de 1 000 localités par système solaire photovoltaïque, 350 bénéficient déjà de petites centrales solaires. Ce qui a déjà permis le branchement de 23 864 ménages.

L'accord ayant déclenché ce projet a été signé le 26 septembre 2012. Les fonds mobilisés pour sa réalisation ont été obtenus grâce à un emprunt crédit-acheteur chez le partenaire chinois Huawei. Grâce au développement d'infrastructures et équipements adéquats, adaptés aux localités qui accueillent ce projet, le kilowattheure de l'énergie produite coûte actuellement 100 FCFA.

---

## Électricité: attendue depuis 2017, la mise en service complète de la centrale de Memve'ele à nouveau reportée à mai 2022

Annoncé pour le mois de mars 2022 après plusieurs reports, l'achèvement des travaux de construction de la ligne de transport du barrage de Memve'ele, qui conditionne la mise en service complète de cette infrastructure énergétique d'une capacité de production de 211 MW, est une nouvelle fois renvoyé à mai 2022.

« À date, elle (la ligne de transport, NDLR) est exécutée à plus de 94% et la mise en service totale de la centrale de Memve'ele est prévue en fin mai 2022 », annonce un responsable du

ministère de l'Eau et de l'Énergie cité par Cameroon Tribune, le Quotidien à capitaux publics.

Attendue depuis 2017, la mise en service complète du barrage de Memve'ele, construit dans la région du Sud du Cameroun, est depuis lors retardée par la construction de la ligne de transport de 300 km, qui sépare la localité de Nyabizan (site du barrage) à Yaoundé, la capitale du pays. Mais, face à la pression du déficit énergétique dans le pays, le gouvernement avait dû mettre cette

centrale sous tension en avril 2019, pour une production maximale de 90 MW de nos jours.

Investissement d'un montant de près de 450 milliards de FCFA, l'aménagement hydroélectrique de Memve'ele est cité dans un rapport de la Banque mondiale, comme étant l'un de ces projets camerounais, dont les coûts sont deux à six fois supérieurs à ceux de projets similaires, réalisés dans les pays ayant le même niveau de développement que le Cameroun.

## Carburants : le maintien des prix à la pompe pourrait coûter 672 milliards de FCFA à l'État du Cameroun en 2022



Selon le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, pour maintenir inchangés les prix des carburants actuellement pratiqués à la pompe, l'État devrait dépenser 672 milliards de FCFA en termes de subventions en 2022. L'information a été donnée au cours d'un point de presse organisé le 30 mars 2022 à Yaoundé sur la hausse des prix observée en ce moment sur le marché international. Cette augmentation consécutive à la reprise économique post-Covid a été aggravée depuis fin février 2022 par la crise entre la Russie et l'Ukraine. En effet, selon les données présentées le 18 mars 2022 au Premier ministre par le patronat camerounais, les cours du baril de pétrole brut (matière première permettant de produire du super, du gasoil et du pétrole lampant) sur le marché international sont passés de 51 dollars à 91 dollars (+78%) de janvier

2021 à janvier 2022, et ont atteint 139 dollars le baril en mars 2022 à la faveur du conflit russo-ukrainien, soit « *le niveau le plus haut depuis la crise de 2008* ».

Dans le même temps, les cours du gaz naturel (qui permet de produire le gaz domestique) et du fret maritime ont explosé, impactant négativement le secteur pétrolier camerounais, qui se caractérise par les importations des produits pétroliers finis depuis l'incendie de l'unique raffinerie du pays (Sonara) en 2019. Il faut, en effet, savoir que depuis que le Cameroun importe les produits raffinés, le prix d'équilibre est tombé de 55 à 40 dollars, selon les simulations faites par la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH). C'est-à-dire que, lorsque les cours mondiaux vont au-delà, les prix actuels pratiqués à la pompe engendrent des pertes qui doivent être compensées par l'État.

Fort de cette réalité, a-t-on appris le 30 mars 2022 du ministre du Commerce, le prix d'un litre de super revient à 1016 FCFA, alors qu'il continue d'être vendu sur le marché local à 630 FCFA. Le litre de gasoil devrait normalement coûter 1027 FCFA, contre 575 FCFA dans la pratique. Celui du pétrole lampant devrait revenir à 849 FCFA, mais est stabilisé à 350 F à la pompe. Par ailleurs, une bouteille de 12 kg de gaz domestique devrait être vendue à 13 277 FCFA, mais est cédée aux ménages à 6 500 FCFA.

Pour maintenir cette situation inchangée tout au long de l'année 2022, dans le contexte international actuel, l'État devra subventionner la consommation du super à 253 milliards de FCFA, 376 milliards de FCFA pour le gasoil, 43 milliards de FCFA pour le pétrole et 70 milliards de FCFA pour le gaz domestique.



# TIC & TELECOM

## La startup camerounaise Waspito lève 1,7 milliard de FCFA et annonce son expansion en Côte d'Ivoire

La start-up camerounaise, spécialisée dans les technologies de la santé Waspito, annonce qu'elle a levé un financement de 1,7 milliard de FCFA. Cette levée de fonds, explique-t-elle, a été rendue possible lors d'un tour de table sursouscrit par Launch Africa Ventures, Newtown Partners via l'Imperial Venture Fund, Bloc Smart Africa géré par Bamboo Capital Partners, Orange Ventures, Saviu Ventures, Plug & Play et BingCom. On ignore pour l'instant si ce sont des prises de participations ou un endettement. L'entreprise camerounaise indique que le financement servira à développer la base d'utilisateurs de Waspito au Cameroun et à étendre

ses services en Côte d'Ivoire. Waspito élargira également son offre de services afin de connecter en ligne l'écosystème de la santé en Afrique pour soulager la pénurie de médecins et d'autres défis du système de santé sur le continent africain. « *Mon incroyable équipe a fait des pas dans la bonne direction et ce financement supplémentaire contribuera à accélérer l'exécution de notre service* », a déclaré Jean Lobe Lobe, fondateur de Waspito. Et d'ajouter : « *Nous sommes fiers du pool d'investisseurs que nous sommes en mesure d'obtenir sur ce tour de table. Leur expérience et leur réseau ajouteront de la valeur à notre équipe alors que nous poursuivons ce voyage pour résoudre le pro-*

*blème d'accessibilité et du coût d'accès des soins de santé en Afrique* ». Waspito permet aux utilisateurs d'avoir une consultation vidéo instantanée avec des médecins à partir de leurs smartphones. De plus, Waspito fournit des services de laboratoire mobile via la plateforme avec un technicien de laboratoire collectant des échantillons dans le domicile des utilisateurs. Ces derniers reçoivent leur résultat de façon digitale. Le paiement est abordable et facile via les paiements mobiles, les cartes de débit ou le numéro d'assurance maladie. À ce jour, la startup camerounaise revendique plus de 15 000 patients consultés via sa plateforme.

---

## TIC : avec son antivirus made in Cameroon, Stéphane Meye Ba Ntyam décroche le prix du meilleur projet 2022

Le 18 mars 2022, le ministère camerounais des Postes et Télécoms a clôturé sa traditionnelle Semaine de l'innovation numérique, avec l'attribution des prix aux meilleurs projets TIC portés par les jeunes start-uppers. Au total, 15 passionnés des TIC ont remporté des lots globalement estimés à 72,5 millions de FCFA. Au terme de cette édition, la plus grosse distinction, à savoir le Prix spécial du président de la République, qui récom-

pense le meilleur projet TIC, a été décerné à Stéphane Meye Ba Ntyam. Ce dernier a développé un antivirus made in Cameroon, qui permet de protéger les téléphones portables et les ordinateurs contre les attaques cybernétiques. Grâce à cette trouvaille, le jeune start-upper a reçu un chèque de 10 millions de FCFA et un ordinateur portable. Il bénéficiera en outre de diverses formations. Pour rappel, placée sous le thème

« *cybersécurité et innovation numérique : quels défis pour la jeunesse camerounaise* », l'édition 2022 de la Semaine de l'innovation numérique a été lancée le 15 mars dernier. Elle a été notamment ponctuée par un don de dispositifs de connexion internet à haut débit aux start-ups actives dans la Silicon Mountain, le célèbre incubateur de la ville de Buea, dans la région du Sud-Ouest du pays.



# TRANSPORTS

## Programmes avec le FMI : le Cameroun s'engage à limiter les contrôles dans le transport des marchandises en transit

Dans le cadre du programme économique triennal (2021-2024) avec le Fonds monétaire international (FMI), le Cameroun s'est engagé à réduire les entraves au commerce transfrontalier. Pour ce faire, apprend-on du FMI, les autorités camerounaises ont pris l'engagement de limiter les contrôles intermédiaires dans le transport des marchandises en transit et à simplifier les formalités et procédures administratives pour le commerce transfrontalier. Ce qui aura l'effet de réduire le temps de transit portuaire des marchandises à l'import, à l'export ou en transit. En amont, le gouvernement veillera au bon fonctionnement du Comité national

de facilitation des échanges (Conafe), instance participative et partenariale regroupant paritativement les acteurs publics et privés chargés de la facilitation des échanges.

Cet engagement formel du Cameroun auprès du FMI intervient dans un contexte où les transports de marchandises vers les pays de l'hinterland comme la République centrafricaine ou le Tchad se plaignent de la multitude de postes de contrôle présentés comme des poches de corruption par les camionneurs. Afin de dénoncer ces tracasseries, des camionneurs centrafricains ont observé un mouvement de grève le 22 février 2022. Ce qui avait

conduit à la fermeture momentanée de la frontière entre les deux pays. Lors des contrôles, les transporteurs centrafricains ont déclaré qu'ils laissaient souvent des pots-de-vin allant de 15 000 à 25 000 FCFA, pour pouvoir rallier Bangui, la capitale centrafricaine. Selon les syndicats des transporteurs, environ 78 000 camions sont opérationnels sur les corridors Douala-Ndjamena-Bangui. Ces derniers assurent le transport d'environ 340 milliards de FCFA de marchandises tchadiennes chaque année, contre 55 milliards de FCFA de marchandises centrafricaines transportées annuellement sur le corridor Douala-Bangui.

---

## Le Cameroun lance l'actualisation des données sur le projet de construction du port de Limbé

Louis Eboupeke, le directeur général de l'Autorité portuaire nationale (APN), vient de lancer un appel d'offres international pour l'actualisation de l'étude de faisabilité du projet de construction du port en eaux profondes de Limbé. Sur la base de l'étude de faisabilité livrée par la société sud-coréenne Korpec (Korea Port Engineering Corporation) en 2009, le consultant qui sera recruté collectera toutes les informations et données disponibles sur le site de Ngeme pour actualiser l'étude de l'environnement physique. En dehors de ce volet, le consultant doit actualiser les besoins en infrastructures et équipements, les scénarii de développement,

le schéma directeur du port, les études de faisabilité économique et financière, les mesures d'accompagnement d'ordre institutionnel et commercial, etc.

Le coût prévisionnel pour cette prestation est de 2,6 milliards de FCFA.

L'appel d'offres international est ouvert aux consultants installés au Cameroun et l'étranger disposant des ressources nécessaires et justifiant d'une expertise avérée dans la réalisation des prestations similaires. Les offres doivent être déposées au plus tard le 6 avril 2022.

Thomas Ndivé Mulongo a été installé dans les fonctions de directeur délégué de l'administration transitoire du Port autonome de Limbé (PAL) le 1er mars

dernier à Douala. Ce qui est une amorce pour l'autonomisation de cette place portuaire qui est encore sous l'autorité du Port autonome de Douala.

Le Port de Limbé d'un coût prévisionnel d'environ 400 milliards de FCFA, selon le ministère des Transports, est une infrastructure qui sera spécialisée dans le transport des produits lourds tels que les hydrocarbures, du fait de sa proximité avec la Société nationale de raffinage (Sonara); et les produits agricoles. En effet, la région du Sud-Ouest abrite d'immenses plantations de bananes desserts. Elle est aussi un important bassin de production de cacao au Cameroun.





## LEADER DU MOIS

# ABOUBACAR COULIBALY REMPLACE ROBERT HELOU AU POSTE D'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DE NESTLÉ CAMEROUN

« À compter du 1er avril 2022, M. Aboubacar Coulibaly sera le nouvel administrateur général de Nestlé Cameroun. Outre le Cameroun, il aura compétence sur d'autres pays d'Afrique centrale tels que le Gabon, le Tchad, la République Démocratique du Congo, la Guinée équatoriale et Sao Tomé et Príncipe », annonce la filiale au Cameroun du géant suisse de l'agroalimentaire dans un communiqué officiel publié le 23 mars 2022.

M. Coulibaly, qui est crédité de 20 ans d'expérience au sein du groupe Nestlé, occupait jusqu'à sa nomination au Cameroun le poste de General Business Manager pour le Sénégal & Satellites. Délégué médical pour la nutrition à son arrivée chez Nestlé en 2002, il aura, au cours de sa carrière, occupé les postes de Country Representative pour le Togo et le Bénin ; General Business Manager puis Sales Development Manager pour le Burkina Faso ; et Category & Marketing Manager au Nigeria.

À la tête de Nestlé Cameroun, le nouveau promu remplace Robert Helou, qui présidait aux destinées de cette filiale depuis avril 2019. Après 3 années passées dans le pays, M. Helou poursuit désormais sa carrière en Arabie Saoudite, où il occupera le poste de directeur général de la filiale locale du groupe Nestlé, apprend-on. Au-delà des performances attendues au plan commercial, l'un des princi-



paux défis auxquels devrait faire face le nouvel administrateur général de Nestlé Cameroun est la réalisation de l'objectif de collecte et du recyclage de 300 tonnes de déchets en plastique en 2022. L'entreprise avait déjà réussi un tonnage de 200 tonnes au cours de l'année 2021, grâce à son partenariat avec le collecteur local Name Recycling. Pour rappel, dans le cadre de son programme de création de la valeur partagée, le groupe Nestlé s'est

engagé à rendre tous ses emballages recyclables ou réutilisables d'ici 2025, avec un accent particulier sur la lutte contre la pollution par les déchets plastiques. Cet engagement s'intègre parfaitement dans la stratégie du gouvernement camerounais, qui a, depuis 2012, lancé une croisade contre les emballages en plastique, dont les effets néfastes sur la préservation de l'environnement sont notables.

BRM

# PARTICIPEZ À L'ÉDIFICATION DU CAMEROUN DE DEMAIN

Chaque mois, découvrez les avancées  
économiques du Cameroun



Les magazines *Investir au Cameroun* et  
*Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun





CONFÉRENCES PUBLIQUES  
CARNAVAL DES RÉGIONS

PRIX  
EXPOSITIONS

RENCONTRES  
ÉCONOMIQUES



# SALON DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

*...Ensemble vers l'émergence !*

THÈME :

« LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE LOCALE  
ET DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL »

Du **03 au 11**  
**Décembre 2022**

KRIBI-NGOYE (au bord de l'Océan Atlantique)



Avec **35** ministères, **50** entreprises publiques, **100** entreprises privées,  
**200** CTD, **200 000** visiteurs.

**IMAGINEZ LES OPPORTUNITÉS !**

Régisseur Exclusif :

**Mon Communicateur**  
Le pilote de notoriété

Port. : 677 88 63 22  
Fixe : 222 20 99 09

Partenaire local :



[info@saedel.cm](mailto:info@saedel.cm)  
[www.saedel.cm](http://www.saedel.cm)